

Gelet op het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, inzonderheid op artikel 14sexies, ingevoegd door het koninklijk besluit van 4 september 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1986 en 3 april 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

— dat de belastingplichtigen ten spoedigste kennis moeten krijgen van het maximumbedrag waarvoor in artikel 48, § 3, van het Wetboek van de inkomstenbelastingen vermelde voertuigen zullen mogen worden afgeschreven die verkregen zijn tijdens het belastbaar tijdperk waarvan de inkomsten belastbaar zijn voor het aanslagjaar 1989;

— dat dit besluit dus onverwijld moet worden getroffen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In de tabel van artikel 14sexies van het koninklijk besluit van 4 maart 1965 tot uitvoering van het Wetboek van de inkomstenbelastingen, ingevoegd door het koninklijk besluit van 4 september 1985 en gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 11 juli 1986 en 3 april 1987, worden de eerste en de tweede kolom respectievelijk aangevuld met « 1989 » en « 650 000 ».

Art. 2. Dit besluit is van toepassing met ingang van het aanslagjaar 1989.

Art. 3. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 2 maart 1988.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Financiën,

M. EYSKENS

Vu l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, notamment l'article 14sexies, inséré par l'arrêté royal du 4 septembre 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1986 et 3 avril 1987;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant :

— que les contribuables doivent être informés le plus rapidement possible du montant maximum amortissable pour les véhicules visés à l'article 48, § 3, du Code des impôts sur les revenus et qui sont acquis au cours de la période imposable dont les revenus sont imposables pour l'exercice d'imposition 1989;

— que le présent arrêté doit par conséquent être pris sans délai;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans le tableau de l'article 14sexies de l'arrêté royal du 4 mars 1965 d'exécution du Code des impôts sur les revenus, inséré par l'arrêté royal du 4 septembre 1985 et modifié par les arrêtés royaux des 11 juillet 1986 et 3 avril 1987, les première et deuxième colonnes sont respectivement complétées par « 1989 » et « 650 000 ».

Art. 2. Le présent arrêté est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1989.

Art. 3. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 2 mars 1988.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Finances,

M. EYSKENS

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 88 — 502

30 SEPTEMBRE 1987. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant les conditions dans lesquelles il peut être fait appel à un expert en actuariat pour les besoins du secrétariat général des services de l'Exécutif de la Communauté française

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment les articles 9, 13 et 87;

Vu la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, notamment les articles 2, § 3, 11, 15 et 17;

Considérant que l'exécution des mesures de suppression ou de restructuration de certains organismes d'intérêt public et les transferts de membres du personnel qu'elles incluent impliquent que les organes compétents de la Communauté française statuent au sujet de la création éventuelle d'établissements ou d'entreprises chargés de l'exécution des missions incombant aux organismes nationaux supprimés ou restructurés;

Considérant que dans l'hypothèse où la création d'établissements ou d'entreprises serait décidée, semblable décision impliquerait la fixation du statut administratif et pécuniaire du personnel, mais également la fixation du régime de pension dudit personnel;

Considérant en outre que les mesures d'exécution de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, en ce qu'elles organisent le transfert du personnel, ont énoncé des garanties au profit du personnel transféré, notamment en matière de pension;

Considérant de plus que les effets d'ordre budgétaire de l'organisation d'un régime de pension doivent faire l'objet d'une étude spécialisée dont les conclusions doivent tenir compte tant de l'incidence des régimes de pensions institués antérieurement que des garanties dont bénéficie le personnel transféré au titre de l'exécution de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public;

Considérant enfin que ladite étude spécialisée et les conclusions à en dégager impliquent la collaboration d'un actuaire expérimenté ayant une connaissance préalable des régimes de pensions en vigueur pour le personnel des services publics, mais que la durée limitée pendant laquelle la collaboration d'un actuaire sera requise ainsi que l'importance réduite de l'activité professionnelle inhérente à cette collaboration excluent la création d'un emploi au cadre organique du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 27 décembre 1985 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'accord du Ministre-Président ayant le budget et le personnel dans ses attributions donné le 15 mai 1987;
Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence spécialement motivée par la nécessité d'entreprendre sans délai l'étude actuarielle des charges inhérentes à la fixation du régime de pension du personnel des établissements et entreprises créés par la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française et vu la délibération de l'Exécutif du 22 septembre 1987,

Arrêtons :

Article 1^{er}. Aux conditions fixées par le présent arrêté, il peut être fait appel à un expert en actuariat pour collaborer à certaines études incombant au Secrétariat général des Services de l'Exécutif de la Communauté française-direction d'administration du personnel.

Art. 2. L'expert en actuariat est désigné par l'Exécutif pour une période qui ne peut excéder deux ans. Le mandat ainsi conféré peut être renouvelé pour des périodes n'excédant pas deux ans.

Art. 3. L'expert en actuariat a pour mission, à la demande du Ministre-Président ou du Secrétaire général :

a) de procéder à l'analyse préalable à l'organisation de toute étude actuarielle en rapport avec :

1^o l'élaboration d'un régime de pension applicable au personnel des établissements ou entreprises créés ou à créer par le Conseil de la Communauté française;

2^o la révision ou la confirmation d'un régime de pension préexistant au bénéfice dudit personnel;

b) de déterminer les règles et modalités d'organisation des travaux administratifs préliminaires requis par toute étude actuarielle visée au a) du présent article;

c) d'assurer par coup de sonde le contrôle de la bonne application des règles et modalités d'organisation des travaux administratifs visés au b) du présent article;

d) de procéder aux études actuarielles et de faire toutes propositions motivées fondées sur les résultats et conclusions desdites études.

Art. 4. § 1^{er}. Le mandat d'expert en actuariat est en principe gratuit.

Il doit, sauf impossibilité dûment constatée, être confié à un fonctionnaire général en activité ou admis au bénéfice de la pension de retraite, d'une administration de l'Etat, d'une Communauté, d'une Région ou d'un organisme créé par eux.

§ 2. Dans l'hypothèse où il devrait être fait appel à une personne étrangère au personnel des administrations ou institutions publiques dont il est question au § 1^{er} du présent article, l'arrêté de désignation fixerait les modalités de rétribution de l'expert en actuariat, la nature de cette rétribution et son montant.

Art. 5. Une indemnité forfaitaire et mensuelle de 10 000 F est allouée à l'expert en actuariat pour couvrir tous frais généralement quelconques qu'il serait amené à exposer pour l'exécution des missions qui lui incombent. Sont notamment inclus dans lesdits frais, les frais de séjour, de bureau, de téléphone et de représentation, à l'exclusion des frais de déplacement.

Art. 6. L'expert en actuariat est autorisé à utiliser son véhicule personnel pour effectuer, y compris dans le ressort de la résidence administrative du personnel du Secrétariat général des Services de l'Exécutif de la Communauté française, les déplacements qu'implique l'exécution des missions qui lui incombent.

Il a droit à une indemnisation forfaitaire à raison de 1 000 km par mois liquidée dans les conditions réglementaires prévues pour les secrétaires généraux des ministères.

Art. 7. Les articles 5 et 6 ne sont pas applicables à l'expert en actuariat s'il est un fonctionnaire en activité de service dans les Services de l'Exécutif de la Communauté française ou dans un organisme, établissement ou entreprise dépendant de la Communauté française.

Art. 8. Les indemnités prévues aux articles 5 et 6 du présent arrêté sont liquidées à charge des crédits prévus au budget de la Communauté française, section 31, article 12.01.11.

Art. 9. Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 15 septembre 1987.

Bruxelles, le 30 septembre 1987.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
Ph. MONFILS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 88 — 502

30 SEPTEMBER 1987. — Besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve tot vaststelling van de voorwaarden waarop beroep kan worden gedaan op een actuariaatsexpert voor de behoeften van het Secretariaat-generaal van de diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op de artikelen 9, 13 en 87;

Gelet op de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op de artikelen 2 § 3, 11, 15 en 17;

Overwegende dat de uitvoering van de maatregelen van afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut en de overgangen van personeelsleden ingehouden door deze maatregelen impliceert dat de bevoegde organen van de Franse Gemeenschap beslissen over de eventuele oprichting van instellingen en ondernemingen die belast zijn met de uitvoering van de taken opgelegd aan de afgeschafte of herstructureerde nationale instellingen;

Overwegende dat in de veronderstelling dat de oprichting van instellingen of ondernemingen zou beslist zijn, zou dergelijke beslissing het vaststellen impliceren van het administratief en pecuniair statuut van het personeel maar ook het vaststellen van het pensioenstelsel van het genoemde personeel.

Overwegende dat de uitvoeringsmaatregelen van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen, voor zover ze de overgang van het personeel regelen, waarborgen hebben vermeld tot het voordeel van het overgegaan personeel, inzonderheid in zaken van pensioen;

Overwegende bovendien dat de budgettaire gevolgen van de regeling van een pensioenstelsel het voorwerp moeten zijn van een gespecialiseerde studie de conclusies waarvan rekening moeten houden zowel met de uitwerking van de vroeger gestichte pensioenstelsels als met de waarborgen waarvan het overgegaan personeel de gerechtigde is op grond van de uitvoering van de wet van 28 december 1984 tot afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut;

Overwegende tenslotte dat voornoemde gespecialiseerde studie en de conclusies die eruit moeten worden getrokken de medewerking van een ervaren actuaaris impliceert met voorafgaande kennis inzake de pensioenstelsels geldig voor het personeel van de openbare diensten maar dat de beperkte duur gedurende dewelke de medewerking van een actuaaris vereist zal zijn zoals de beperkte omvang van de beroepswerkzaamheid verbonden aan deze medewerking het oprichten van een betrekking in de personeelsformatie van de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve uitsluit;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschapsexecutieve van 27 december 1985 tot regeling van de onder-tekening van de akten van de Executieve;

Gelet op het akkoord van de Minister-Voorzitter tot wiens bevoegdheid de begroting en het personeel behoort, gegeven op 15 mei 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, speciaal gemotiveerd door de noodzaak om onverwijld de actuariële studie te ondernemen van de lasten verbonden aan het vaststellen van het pensioenstelsel van het personeel van de instellingen of ondernemingen opgericht door de Franse Gemeenschap;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve en gelet op de door de Executieve na de beraadslaging van 22 september 1987 genomen beslissing,

Besluiten :

Artikel 1. Onder de voorwaarden bepaald bij dit besluit kan beroep worden gedaan op een actuariaatsexpert om mee te werken aan sommige studies opgelegd aan het Secretariaat-generaal van de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve, bestuursdirectie van het personeel.

Art. 2. De actuariaatsexpert wordt door de Executieve aangewezen voor een periode die de twee jaar niet mag overschrijden. Het aldus opgedragen mandaat kan vernieuwd worden voor periodes die de twee jaar niet mogen overschrijden.

Art. 3. De actuariaatsexpert heeft tot opdracht, op verzoek van de Minister-Voorzitter of van de Secretaris-generaal :

- a) over te gaan tot de analyse voorafgaand aan het organiseren van iedere actuariële studie in verband met :
 - 1^o de opmaking van een pensioenstelsel toepasselijk op het personeel van de instellingen of ondernemingen die zijn opgericht of dienen te worden opgericht door de Raad van de Franse Gemeenschap;
 - 2^o de herziening of de bevestiging van een al bestaand pensioenstelsel ten bate van het genoemde personeel;
- b) de regels en de wijze te bepalen van het organiseren van de voorafgaande administratieve werken vereist voor iedere actuariële studie bedoeld in a) van dit artikel;
- c) bij steekproeven te doen voorzien in het toezicht op de goede toepassing van de regels en de wijze van het organiseren van de administratieve werken bedoeld in b) van dit artikel;
- d) over te gaan tot de actuariële studies en al de gemotiveerde voordrachten gebaseerd op de resultaten en conclusies van voornoemde studies.

Art. 4. § 1. Het mandaat van actuariaatsexpert is in principe onbezoldigd.

Het dient, behoudens behoorlijk vastgestelde onmogelijkheid te worden opgedragen aan een ambtenaar-generaal in actieve dienst of toegelaten tot het voordeel van de rustpensioen, van een Rijksbestuur, van een Gemeenschap, van een Gewest of van een door hen gestichte instellingen.

§ 2. In de veronderstelling dat er beroep moest worden gedaan op een persoon die niet behoort tot het personeel van de besturen of van de openbare instellingen waarvan sprake in § 1 van dit artikel, zou het aanwijzingsbesluit de wijze van bezoldiging van de actuariaatsexpert vaststellen, de aard van deze bezoldiging en het bedrag ervan.

Art. 5. Een forfaitaire en maandelijkse vergoeding van 10 000 F wordt toegekend aan de actuariaatsexpert om al de meestal gelijk welke kosten te dekken tot het ten koste leggen van dewelke hij zou gebracht worden voor de uitvoering van de opdrachten die hem zijn opgelegd. De voornoemde kosten sluiten in het bijzonder de verblijf-, de kantoor-, de telefoon- en de representatiekosten in, met uitsluiting van de kosten van verplaatsing.

Art. 6. De actuariaatsexpert is ertoe gemachtigd zijn eigen voertuig te gebruiken voor de verplaatsingen ondersteld door de uitvoering van de opdrachten die hem zijn opgelegd, ook binnen het ambtsgebied van de standplaats van het personeel van het Secretariaat-generaal van de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve.

Hij heeft recht op een forfaitaire vergoeding naar rato van 1 000 km per maand uitgekeerd onder de reglementaire voorwaarden bepaald voor de secretarissen-generaal van de ministeries.

Art. 7. De artikelen 5 en 6 zijn niet toepasselijk op de actuariaatsexpert als hij een ambtenaar in actieve dienst is in de Diensten van de Franse Gemeenschapsexecutieve of in een organisme, instelling of onderneming ressorterend onder de Franse Gemeenschap.

Art. 8. Die in de artikelen 5 en 6 van dit besluit bepaalde vergoedingen worden vereffend op de ingeschreven kredieten van de begroting van de Franse Gemeenschap, sectie 31, artikel 12.01.11.

Art. 9. De Minister-Voorzitter van de Franse Gemeenschapsexecutieve is belast met de uitvoering van dit besluit.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking op 15 september 1987.

Brussel, 30 september 1987.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter,
Ph. MONFILS

ANDERE BESLUITEN

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER EN MINISTERIE VAN FINANCIËN

Overplaatsingen

Bij koninklijk besluit van 17 februari 1988 wordt de heer Luc Vuylsteke, adjunct-controleur bij het Ministerie van Financiën, op datum van 1 februari 1988 in de hoedanigheid van bestuurssecretaris, overgeplaatst naar het Ministerie van het Waalse Gewest.

Bij koninklijk besluit van 17 februari 1988 wordt de heer Karel Pieters, adjunct-adviseur bij het Ministerie van Financiën, op datum van 1 januari 1988, in dezelfde hoedanigheid, overgeplaatst naar het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 1 maart 1988, is benoemd tot eerste-afwezend klerk-secretaris bij het parket van de procureur des Konings bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, Mevr. Van Uytven, M., klerk-secretaris bij dit parket.

Bij ministerieel besluit van 4 maart 1988, is aan Mevr. Houyon, C., eerste-afwezend beambte bij de griffie van de arbeidsrechtbanken te Verviers en te Eupen, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij het vrederecht van het kanton Malmédy te vervullen.

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

Verkoop op afbetaling. — Lening op afbetaling. — Persoonlijke lening op afbetaling. — Intrekking van een erkenning. — Erratum

In het ministerieel besluit van 11 februari 1988, bekendgemaakt bij uittreksel in het *Belgisch Staatsblad* van 18 februari 1988, blz. 2393, dient op de derde lijn : « voor de duur van zes maanden » te worden gelezen in plaats van « voor de duur van één maand... ».

MINISTERIE VAN FINANCIËN

Herdiscontering- en waarborginstituut Bestuurscomité

Bij koninklijk besluit van 18 februari 1988 wordt het mandaat van lid van het Bestuurscomité van het Herdiscontering- en Waarborginstituut van de heer Fayt, P.J.H., met ingang van 1 maart 1988 tot eind februari 1993 hernieuwd.

AUTRES ARRÊTÉS

SERVICES DU PREMIER MINISTRE ET MINISTÈRE DES FINANCES

Transferts

Par arrêté royal du 17 février 1988, qui produit ses effets le 1er février 1988, M. Luc Vuylsteke, contrôleur adjoint au Ministère des Finances, est transféré en qualité de secrétaire d'administration, au Ministère de la Région wallonne.

Par arrêté royal du 17 février 1988, qui produit ses effets le 1er janvier 1988, M. Karel Pieters, conseiller adjoint au Ministère des Finances, est transféré en la même qualité, au Ministère de la Communauté flamande.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 1er mars 1988, est nommée commis-secrétaire principal au parquet du procureur du Roi près le tribunal de première instance de Malines, Mme Van Uytven, M., commis-secrétaire à ce parquet.

Par arrêté ministériel du 4 mars 1988, Mme Houyon, C., employée principale au greffe des tribunaux du travail de Verviers et d'Eupen, est déléguée temporairement aux fonctions de commis-greffier à la justice de paix du canton de Malmédy.

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

Vente à tempérament. — Prêt à tempérament
Prêt personnel à tempérament. — Retrait d'une agrégation
Erratum

Dans l'arrêté ministériel du 11 février 1988, publié par extrait au *Moniteur belge* du 18 février 1988, p. 2393, il convient de lire à la troisième ligne : « pour la durée de six mois » au lieu de « pour la durée d'un mois ».

MINISTÈRE DES FINANCES

Institut de réescompte et de garantie Comité de direction

Par arrêté royal du 18 février 1988, le mandat de membre du Comité de direction de l'Institut de Réescompte et de Garantie de M. Fayt, P.J.H., est renouvelé à partir du 1er mars 1988 jusqu'à fin février 1993.